

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1739

[2007/201340]

- 15 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur de Mouscron-Comines (planche 36/2N) et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription :
- d'une zone naturelle et de zones agricoles sur le territoire de Comines en compensation planologique du projet de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines visant l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle en extension de la zone d'activité économique industrielle dite de "Bas-Warneton" et d'une zone d'activité économique mixte au lieu-dit "Les Quatre Rois", à Comines (Warneton et Bas-Warneton);
 - d'une zone d'activité économique industrielle, en extension de la zone d'activité économique industrielle dite de "Ploegsteert"

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 25, 30, 32, 35, 38, 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 17 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Mouscron-Comines modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon le 29 juillet 1993 relatif à l'inscription de zones artisanales et du tracé de la RN511;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 adoptant provisoirement la révision partielle de plan de secteur de Mouscron-Comines en vue de l'inscription de la zone d'activité économique industrielle en extension de la zone économique industrielle dite de "Bas-Warneton" et d'une zone d'activité économique mixte au lieu-dit "Les Quatre Rois", à Comines (Warneton et Bas-Warneton);

Considérant que le projet approuvé provisoirement vise l'extension de la zone d'activité économique à Bas-Warneton de ± 24 hectares et la création d'une zone d'activité économique au lieu-dit "Les Quatre Rois" de ± 48 hectares;

Vu les dispositions transitoires et finales relatives au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine telles que définies à l'article 101 du décret du 3 février 2005 dit de relance économique et de simplification administrative modifiant le Code précité, lesquelles précisent que :

« La révision d'un plan de secteur arrêtée provisoirement par le Gouvernement sur avis de la commission régionale avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuit la procédure en vigueur avant cette date.

Les dispositions de l'article 46, § 1^{er}, tel que modifié par le présent décret, sont d'application à la date d'entrée en vigueur du présent décret. »

Considérant que le projet de révision du plan de secteur ayant été adopté provisoirement le 22 avril 2004, soit avant la date d'entrée en vigueur du décret "RESA" du 3 février 2005, à savoir le 11 mars 2005; qu'en conséquence, la procédure en vigueur avant le 11 mars 2005 peut être poursuivie pour autant que l'inscription des deux zones d'activité économique soient compensées conformément à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, tel que modifié par le décret du 3 février 2005;

Considérant que les dispositions de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du Code précité impliquent que l'inscription de 72 hectares des zones d'activité économique industrielle et mixte arrêtée provisoirement le 22 avril 2004 soit compensée par la modification équivalente de zones destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Considérant que, sur la proposition de la commune de Comines et en accord avec les Briqueteries de Ploegsteert, il est proposé de retenir au titre de compensation planologique le transfert de quelque 84 hectares de la zone d'extraction, située au nord de la briqueterie, dont une partie est reprise dans la réserve naturelle et ornithologique de Ploegsteert, en zone naturelle pour l'essentiel et en zone agricole pour le solde sur le territoire de la commune de Comines;

Considérant que les terrains qu'il est envisagé de réaffecter en zone naturelle présentent un grand intérêt sur le plan biologique; que, par arrêté ministériel du 2 mars 1994, une partie d'entre eux ont été classés, en zone humide d'intérêt biologique pour des raisons d'ordre ornithologique, pour leur valeur botanique et hydrobiologique et pour des considérations générales d'ordre écologique; que la grande majorité des terrains est par ailleurs reprise dans le site Natura 2000 BE 32001 dit "Vallée de la Lys";

Considérant que le solde du périmètre sera affecté en zone agricole, ce qui correspond à la situation existante de fait;

Considérant que, dans le cadre de ladite compensation planologique, les Briqueteries de Ploegsteert SA et Ceratec SA ont introduit une demande de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines qui vise à l'inscription en zone d'activité économique industrielle de 6,2 hectares de terrains actuellement inscrits en zone naturelle; que le périmètre concerné se situe au nord du site de production actuel de la Briqueterie de Ploegsteert et au sud de la Réserve naturelle de Ploegsteert; que les projets d'extension des bâtiments sont estimés à un hectare, le solde (5,2 ha) étant destiné, entre autres, au stockage et aux voiries internes, ainsi qu'à des développements futurs éventuels;

Considérant que la demande est justifiée par la croissance des entreprises implantées sur le site et par la demande d'espace supplémentaire pour l'extension de leurs activités et le stockage saisonnier de leur production;

Considérant que cet agrandissement doit s'inscrire dans une logique de continuité du flux des matières premières et des sous-ensembles, afin d'éviter les manœuvres inutiles des produits;

Considérant que la taille de la zone d'activité économique industrielle ainsi que la délimitation au nord est justifiée par l'existence d'une bande transporteuse et le souhait de l'intégrer, d'une part, pour y permettre d'éventuels aménagements et, d'autre part, par souci de cohérence planologique;

Considérant que, vu leur taille, le déménagement de l'ensemble des installations de production n'est pas envisageable pour des raisons financières et techniques;

Considérant que, notwithstanding leur inscription en zone naturelle au plan de secteur, les terrains concernés ne sont pas repris dans la réserve naturelle et ornithologique de Ploegsteert située au nord; que l'étang situé dans le périmètre de l'extension envisagée, faisant partie d'un site de grand intérêt biologique, a été déplacé à l'est de la zone considérée au fur et à mesure de l'activité;

Considérant que, dans son avis du 24 juillet 2006, la Division Nature et Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement confirme que les terrains concernés ne présentent pas d'intérêt biologique majeur;

Vu l'article 42 du Code aux termes duquel le Gouvernement est tenu de faire réaliser une étude d'incidences dont il fixe l'ampleur et le degré de précision;

Considérant que l'évaluation des incidences relative à la compensation planologique proposée, à savoir l'inscription des zones naturelle et agricoles, est rendue obligatoire en vertu de l'article 46, § 2, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le fait qu'elles se situent dans ou à proximité immédiate d'un périmètre Natura 2000;

Considérant que le projet de contenu d'étude d'incidences annexé au présent constitue un document dont le degré de précision respecte les dispositions de l'article 42, alinéa 2 du Code;

Considérant, en ce qui concerne le degré de précision de l'étude d'incidences, que l'examen des caractéristiques humaines et environnementales est à apprécier à l'échelle du territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales;

Considérant que ne seront retenus par les auteurs de projet de l'étude d'incidences que les seuls facteurs de modification du milieu et les éléments constitutifs de la situation de droit et de fait inventoriés dans le projet de contenu d'étude d'incidences, qui se révèlent pertinents à l'analyse;

Considérant qu'il convient que l'étude d'incidences de plan comporte le maximum des informations exigées pour l'évaluation des incidences relative aux demandes de permis qui y seraient éventuellement soumises;

Considérant, en ce qui concerne l'ampleur de l'étude d'incidences, que, eu égard à la situation existante de fait et de droit et au regard des importantes contraintes techniques et économiques liées à un déplacement d'activités des entreprises présentes sur le site de Ploegsteert, il n'y aura pas lieu d'examiner des localisations alternatives pour la zone d'activité économique industrielle; que l'étude d'incidences contiendra néanmoins une analyse détaillée en vue d'affiner la délimitation du zonage proposé et la mise en œuvre de l'avant-projet;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 42 susvisé, le Gouvernement arrête le contenu de ladite étude sur de la Commission régionale d'aménagement du territoire et du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable;

Considérant, eu égard à la situation du projet dans le périmètre Natura 2000 BE 32001 dit "Vallée de la Lys", qu'il convient de solliciter l'avis de la Division Nature et Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement avant d'arrêter le contenu de l'étude d'incidences;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Il y a lieu de mettre en révision le plan de secteur de Mouscron-Comines (planche 36/2).

Art. 2. L'avant projet de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines (planche 36/2) en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone naturelle et de zones agricole sur le territoire de la commune de Comines est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 3. Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de soumettre le projet de contenu d'études d'incidences ci-annexé, pour avis, à la Commission régionale d'aménagement du territoire, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement Durable et à la Division Nature et Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, puis de le lui représenter pour adoption.

Namur, le 15 mars 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe 1^{re} au cahier des charges

Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur de Mouscron-Comines (planche 36/2N) et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription sur le territoire de Comines :

- d'une zone naturelle et de zones agricoles, en compensation planologique de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle en extension des zones d'activité économique industrielle dite de "Bas-Warneton" et d'une zone d'activité économique mixte au lieu-dit "Les Quatre Rois", à Comines (Warneton et Bas-Warneton), adoptée provisoirement par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004;
- d'une zone d'activité économique industrielle en extension de la zone d'activité économique industrielle dite de "Ploegsteert", la compensation de cette extension étant incluse dans la compensation proposée ci-avant.

CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN DE SECTEUR

Préliminaires :

La présente étude, prescrite à l'article 42 du CWaTUP, s'inscrit dans le cadre de la révision partielle du plan de secteur de Mouscron-Comines portant sur l'inscription à Comines (Warneton et Bas-Warneton) d'une zone d'activité économique industrielle de ± 24 hectares en extension de la zone d'activité économique industrielle dite de "Bas-Warneton" et d'une zone d'activité économique mixte de ± 48 hectares au lieu-dit "Les Quatre Rois" (planches 28/6 N et 28/7 S) qui a été adoptée provisoirement par le Gouvernement le 22 avril 2004.

L'étude d'incidences relative à l'avant-projet portant sur ces deux zones a été réalisée par le bureau d'études Poly'Art. La présente évaluation des incidences ne porte dès lors pas sur ces projets.

La poursuite de cette procédure implique que le principe de compensation tel que visé à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du Code soit appliqué.

Au terme de ces dispositions, l'inscription de ± 72 hectares de zones d'activité économique doit être compensée par la modification équivalente de zones destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement, c'est l'un des objets de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines.

Dans le cadre de la compensation planologique proposée, l'extension de la zone d'activité économique industrielle du site des Briqueteries de Ploegsteert est envisagée.

L'avant-projet de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines adopté par arrêté du Gouvernement wallon du comporte donc l'inscription, sur le territoire de la commune de Comines :

- d'une zone d'activité économique industrielle;
- d'une zone naturelle;
- de deux zones agricoles.

Ampleur de l'étude d'incidences et degré de précision des informations (article 42, alinéa 2 du CWaTUP) :

A. Ampleur.

Eu égard à la situation existante de fait et de droit et au regard des importantes contraintes techniques et économiques liées à un déplacement d'activités des entreprises présentes sur le site de Ploegsteert, il n'y aura pas lieu d'examiner des localisations alternatives pour cette extension de zone d'activité économique industrielle. Toutefois, une analyse détaillée sera nécessaire en vue d'affiner la délimitation et la mise en œuvre de l'avant-projet.

L'évaluation des incidences de l'inscription des zones naturelle et agricoles est rendue obligatoire en vertu de l'article 46, § 2, alinéa 2 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le fait qu'elles se situent dans ou à proximité immédiate d'un périmètre Natura 2000.

B. Degré de précision des informations.

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

L'examen des caractéristiques humaines et environnementales se fait à l'échelle du territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales.

Enfin, les facteurs de modification du milieu, et les éléments constitutifs de la situation de droit et de fait sont inventoriés en annexe, à charge pour les auteurs de l'étude d'incidences de ne retenir dans l'analyse que ceux qui se révèlent pertinents.

L'étude d'incidences de plan devra comporter le maximum des informations exigées pour l'évaluation des incidences relative aux demandes de permis qui y seraient éventuellement soumises.

PHASE I

Introduction

L'introduction a pour but de replacer l'étude d'incidences dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - Articles 42 à 46 du CWaTUP.

Tableau résumant les différentes étapes de la procédure de révision d'un plan de secteur. Resituer l'étude d'incidences au sein de ladite procédure et préciser les délais de réalisation de l'étude : établir un calendrier des travaux (Phase I, Phase II et résumé non technique).

2. Avant-projet de révision des plans de secteur adoptés par le Gouvernement wallon.

3. Acteurs des révisions de plans de secteur.

3.1. Décideur et initiateur de la demande

Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

3.2. Bénéficiaire de la demande

Personne morale ou physique susceptible d'exploiter le site.

Préciser la personne de contact et ses coordonnées.

3.3. Auteur de l'étude d'incidences

Bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré à l'étude en spécifiant leurs compétences. Préciser la personne de contact et ses coordonnées.

CHAPITRE I^{er}. — *Description et commentaires des objectifs de l'avant-projet de plan*

1. Résumé du contenu et description des objectifs de l'avant-projet de plan.

1.1. Objet de la révision.

Il s'agit ici uniquement de décrire et expliciter, sans analyse critique, l'objet, les objectifs et les motivations du Gouvernement wallon tels qu'ils apparaissent dans l'arrêté adoptant l'avant-projet de plan modificatif.

L'historique et le contexte technique et juridique du projet dans son ensemble, justifiant la révision du plan de secteur relatif à la compensation planologique proposée et à l'extension des installations de la Briqueteries de Ploegstert, seront retracés.

1.2. Identification et explicitation des objectifs de l'avant-projet.

Par objectifs de l'avant-projet on entend les buts que poursuit le Gouvernement wallon en établissant l'avant-projet de plan de secteur modificatif.

1.3. Identification et explicitation des motivations de l'avant-projet.

Il s'agit de mettre en évidence et de rendre compréhensible pour le public les objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plans.

Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

Il s'agit de justifier pourquoi l'établissement de l'avant-projet est indispensable à la réalisation des objectifs.

1.4. Analyse.

Il s'agit ici de vérifier la compatibilité des objectifs de l'avant-projet de plan de secteur modificatif au regard des enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation à savoir le Schéma de développement de l'espace régional wallon, le Plan d'environnement pour le développement durable, le contrat d'avenir renouvelé pour la Wallonie, la déclaration de politique régionale du 20 juillet 2004, les actions prioritaires pour l'avenir wallon, le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine...

Il y a lieu de vérifier que le type de zone inscrite à l'avant-projet est approprié aux objectifs visés par le Gouvernement wallon.

Il convient enfin de vérifier si l'avant-projet est conforme aux réglementations en vigueur, en particulier l'article 46 du CWaTUP.

2. Validation des besoins socio-économiques justifiant l'avant-projet.

Evaluation de la nécessité d'inscrire une zone d'activité économique industrielle et de désaffecter la zone d'extraction.

2.1. Description de la méthode utilisée.

2.2. Perspectives de développement des entreprises installées sur le site de la briqueterie de Ploegsteert.

2.3. Perspectives de développement de l'activité d'extraction et validation de la désaffectation de la zone d'extraction.

2.4. Conséquences des perspectives de développement dégagées sur la nature et le dimensionnement des espaces nécessaires à l'activité.

2.5. Conclusion quant à l'impossibilité (ou la possibilité) de réaliser l'avant-projet validé en l'état actuel du plan de secteur.

3. Conclusions.

Mise en évidence des objectifs de l'avant-projet au regard de leur compatibilité avec les enjeux régionaux et réglementation en vigueur et justification socio-économique de l'avant-projet.

CHAPITRE II. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des sites des avant-projets*

Il s'agit ici d'identifier les caractéristiques humaines et environnementales tant en droit qu'en fait des sites des avant-projets et d'analyser les contraintes et potentialités qui en découlent (article 42, 3^o partim).

Le périmètre d'étude est la zone susceptible d'être touchée par l'avant-projet ou de présenter des contraintes à l'implantation projetée. Il peut donc varier en fonction de l'élément de situation existante envisagé puisqu'il dépend de la nature de l'élément du milieu considéré (plus ou moins sensible aux facteurs de modification du milieu inhérents au projet) ou de la contrainte considérée.

• 1. Description du cadre réglementaire.

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires.

1.1.1. Niveau régional (plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural,...)

1.1.2. Niveau communal (plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage,...).

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière.

1. Faune et flore (statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000,...).

Contraintes environnementales (cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères,...)

3. Activités humaines.

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...).

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel (périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...).

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques (monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...).

6. Eventuellement, situation réglementaire de l'exploitation (permis et autorisations couvrant le site actuel, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur ou aux permis,...).

7. Autres.

• 2. Description des caractéristiques humaines et environnementales des sites concernés (article 42, 3°)

2.1. Caractéristiques humaines.

2.1.1 Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées,...), carte des densités et pôles de développement.

2.1.2. Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains (les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines,...) + cartographie et évolution des capacités.

2.1.3. Activités humaines (nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (Seveso) sensibles,...)

2.2. Caractéristiques environnementales.

2.2.1. Géologie (A développer si nécessaire, sinon renvoi au chapitre II.1)

2.2.2. Pédologie (caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique).

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie (bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale,...)

2.2.4. Topographie et paysages (géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies,...)

2.2.5. Air et climat (données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières,...)

6. Bruits et vibrations (sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures).

7. Faune et flore (inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et de milieux protégés).

• 3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites (article 42, 3°).

CHAPITRE III. — *Identification des effets probables sur l'homme et l'environnement de la mise en œuvre de l'avant-projet*

Validation de l'avant-projet de territoire au regard des effets probables sur l'homme et l'environnement. Table des matières, liste des cartes, figures et photos.

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement. (article 42, 8°), en ce compris l'activité agricole et forestière (article 42, 9°).

Il s'agira en particulier de caractériser, au sein de ce périmètre, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable.

En ce qui concerne la zone d'activité économique industrielle, l'évaluation prendra particulièrement en compte la proximité de la zone humide d'intérêt biologique intégrée à la zone Natura 2000.

1. Impacts sur la qualité de vie.

1.1. Cadre bâti (relation du projet avec les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants).

1.2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel (monuments et sites classés et fouilles archéologiques, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisations souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone,...), lignes électriques,...).

1.3. Charroi (*direct et indirect*,...).

1.4. Bruit (au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches).

1.5. Air et climat.

1.6. Topographie et paysages.

2. Impacts sur les activités humaines en ce compris l'activité agricole et forestière (article 42, 9°).

3. Impacts sur le sol et le sous-sol.

4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie.

5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité.

6. Interaction entre ces divers facteurs.

7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (article 42, 4°).

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

PHASE 2

CHAPITRE IV. — *Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs des avant-projets*

1. Mesures à mettre en œuvre (article 42, 10° et 42, 11° partim).

Il s'agit ici de définir des alternatives aux avant-projets et/ou autres mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles mesures peuvent être proposées.

Les alternatives peuvent porter sur l'affectation, la délimitation ou la mise en œuvre des zones.

1. Alternatives d'affectation.

Il s'agit ici, dans la mesure où l'auteur d'étude a conclu à l'opportunité de supprimer les zones d'extraction actuelles, de vérifier l'adéquation et l'optimisation de la nouvelle affectation retenue par le Gouvernement et d'éventuellement proposer une alternative.

2. Alternatives de délimitation.

Il s'agit ici de variations des contours des zones.

3.

4. Alternatives de mise en œuvre.

Il s'agit ici

- de périmètre en surimpression (article 40 du CWaTUP);
- de prescriptions supplémentaires (article 41 du CWaTUP);
- d'équipements techniques ou autres aménagements particuliers.

2. Evaluation des incidences de propositions de compensation.

Il s'agit ici d'évaluer, pour chaque proposition de compensation formulée en application de l'article 46 du CWaTUP, la nature des incidences positives comme négatives, l'évolution spontanée (naturelle) du site par rapport à son état actuel le cas échéant,...

2. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles.

4. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (article 42, 7°).

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement "pertinents" pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés aux niveaux national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

5. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (article 42, 3°).

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre IV, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.

CHAPITRE V. — *Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan*

1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes alternatives dégagées au chapitre V.1 (article 42, 11°).

La justification s'effectue sur base de l'article 1^{er}, § 1^{er} du CWaTUP et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (article 42, 13°).

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE VI. — *Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées*

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (article 42, 12°).

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites de l'étude (article 42, 12°).

L'auteur de l'étude précise les difficultés rencontrées ainsi que les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.

Bibliographie

Résumé non technique

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon 15 mars 2007 décidant la mise en révision du plan de secteur de Mouscron-Comines (planche 36/2N) et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription :

— d'une zone naturelle et de zones agricoles sur le territoire de Comines en compensation planologique du projet de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines visant l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle en extension de la zone d'activité économique industrielle dite de "Bas-Warneton" et d'une zone d'activité économique mixte au lieu-dit "Les Quatre Rois", à Comines (Warneton et Bas-Warneton);

— d'une zone d'activité économique industrielle, en extension de la zone d'activité économique industrielle dite de "Ploegsteert".

Namur, le 15 mars 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1739

[2007/201340]

15. MÄRZ 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Mouscron-Comines (Karte 36/2N) einer Revision zu unterziehen ist, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Planrevision zwecks der Eintragung;

- von einem Naturgebiet und von Agrargebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Comines als planologischer Ausgleich für den Entwurf zur Revision des Sektorenplanes Mouscron-Comines zwecks Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets als Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets genannt "Bas-Warneton" und eines gemischten Gewerbegebiets am Ort genannt "Les Quatre Rois" in Comines (Warneton und Bas-Warneton);
- von einem industriellen Gewerbegebiet als Erweiterung des sogenannten industriellen Gewerbegebiets von "Ploegsteert"

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 25, 30, 32, 35, 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Januar 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Mouscron-Comines, in seiner insbesondere durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Juli 1993 über die Eintragung von Handwerkergebieten und der Streckenführung der RN511 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. April 2004, durch den die Teilrevision des Sektorenplans Mouscron-Comines zwecks des Eintragung des industriellen Gewerbegebiets als Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets genannt "Bas-Warneton" und eines gemischten Gewerbegebiets am Ort genannt "Les Quatre Rois" in Comines (Warneton und Bas-Warneton) vorläufig angenommen wurde;

In der Erwägung, dass der vorläufig genehmigte Entwurf die Erweiterung um ± 24 ha des Gewerbegebiets in Bas-Warneton und die Schaffung eines Gewerbegebiets am Orte genannt "Les Quatre Rois" über ± 48 ha betrifft;

Aufgrund der Übergangs- und Schlussbestimmungen bezüglich des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, sowie sie in Artikel 101 des sogenannten Dekrets vom 3. Februar 2005 "zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung", durch welches das vorgenannte Gesetzbuch abgeändert wird, aufgeführt werden, die lauten:

«Im Falle der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch die Regierung auf Gutachten des Regionalausschusses vorläufig angenommenen Revision eines Sektorenplanes wird das vor diesem Datum geltende Verfahren weitergeführt.

Die Bestimmungen von Artikel 46 § 1 in seiner durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung, sind am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets anwendbar.»

In der Erwägung, dass der Entwurf zur Revision des Sektorenplans vor dem 22. April 2004, d.h. vor dem Inkrafttreten des Dekrets "RESA" vom 3. Februar 2005, und zwar am 11. März 2005 vorläufig angenommen wurde; dass infolgedessen das vor dem 11. März 2005 geltende Verfahren weitergeführt werden kann, sofern die Eintragung der zwei Gewerbegebiete gemäß Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in seiner durch das Dekret vom 3. Februar 2005 abgeänderten Fassung, ausgeglichen wird;

In der Erwägung, dass die Bestimmungen des Artikels 46 § 1 Absatz 2 3° des vorgenannten Gesetzbuches voraussetzen, dass die Eintragung von 72 Hektar der am 22. April 2004 vorläufig verabschiedeten industriellen und gemischten Gewerbegebiete dadurch ausgeglichen wird, dass für die städtebauliche Entwicklung bestimmte Gebiete gleichwertig in Gebiete umgewandelt werden, die nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmt sind, oder durch jegliche von der Regierung festgelegte alternative Ausgleichsmaßnahme;

In der Erwägung, dass es auf Vorschlag der Gemeinde Comines und im Einvernehmen mit den "Briqueteries Ploegsteert" vorgeschlagen wird, als planologischer Ausgleich die Übertragung von ca. 84 ha des nördlich der Ziegelei gelegenen Abbaugebiets, von dem ein Teil in im Naturreserve- und Vogelschutzgebiet von Ploegsteert als Naturgebiet zum größten Teil und als Agrargebiet für das Rest auf dem Gebiet der Gemeinde Comines zu wählen;

In der Erwägung, dass die Gelände, deren Umwandlung als Naturgebiet geplant ist, ein großes Interesse in biologischer Hinsicht aufweisen; dass durch Ministerialerlass vom 2. März 1994 ein Teil davon aus ornithologischen Gründen, wegen ihres botanischen und hydrobiologischen Wertes und aus allgemeinen Umweltgründen als

Feuchtgebiete von biologischem Interesse eingestuft worden sind; dass die meisten Gelände übrigens im "Vallée de la Lys" genannten Natura-2000 Gebiet BE 32001 aufgenommen sind;

In der Erwägung, dass dem Rest des Umkreises die Zweckbestimmung eines Agrargebiets gegeben wird, was der de facto bestehenden Lage entspricht;

In der Erwägung, dass im Rahmen des besagten planologischen Ausgleichs die Ziegeleien "Ploegsteert SA" und Ceratec SA einen Antrag auf die Revision des Sektorenplans Mouscron-Comines eingereicht haben, zwecks der Eintragung als industrielles Gewerbegebiet von 6,2 ha Geländen, die zur Zeit als Naturgebiet eingetragen sind; dass der betroffene Umkreis nördlich des heutigen Erzeugungsstandorts der Ziegelei Ploegsteert und südlich der Naturreserve Ploegsteert gelegen ist; dass die Projekte zur Erweiterung der Gebäude auf 1 ha geschätzt werden, und das Rest (5,2 ha) u.a. als Lagerplatz und für interne Wege sowie für eventuelle zukünftige Entwicklungen bestimmt wird;

In der Erwägung, dass der Antrag durch das Wachstum der auf dem Gelände niedergelassenen Betriebe und durch den Bedarf an zusätzlichem Raum für die Erweiterung ihrer Tätigkeiten und die saisonbedingte Lagerung ihrer Erzeugung begründet ist;

In der Erwägung, dass diese Erweiterung eine Logik der Kontinuität des Verkehrs von Rohstoffen und Teilanlagen berücksichtigen muss, um unnötige Bewegungen der Produkte zu vermeiden;

In der Erwägung, dass die Größe des industriellen Gewerbegebiets sowie die nördliche Abgrenzung durch das Vorhandensein eines Transportbands und den Wunsch, es einzugliedern, begründet ist, einerseits um eventuelle Einrichtungen zu ermöglichen, und andererseits um eine planologische Kohärenz zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das Verlegen der gesamten Erzeugungsanlagen, angesichts ihrer Größe aus finanziellen und technischen Gründen nicht denkbar ist;

In der Erwägung, dass unbeschadet deren Eintragung als Naturgebiet im Sektorenplan die betroffenen Gelände im nördlichen Naturreserven- und Vogelschutzgebiet von Ploegsteert nicht aufgenommen sind; dass der in dem Umkreis der beabsichtigten Erweiterung gelegene Teich, der Teil eines Gebiets von großem biologischem Interesse ist, nach und nach wegen des Betriebs verlegen wurde;

In der Erwägung, dass in ihrem Gutachten vom 24. Juli 2006 die Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region bestätigt, dass die betroffenen Gelände kein überwiegendes biologisches Interesse aufweisen;

Aufgrund von Artikel 42 des Gesetzbuches, laut dessen die Regierung verpflichtet ist, eine Umweltverträglichkeitsprüfung ausführen zu lassen, deren Umfang und Genauigkeit sie festlegt,

In der Erwägung, dass die Einschätzung der Ein- und Auswirkungen des vorgeschlagenen planologischen Ausgleichs, d.h. der Eintragung der Natur- und Agrargebiets, aufgrund von Artikel 46, § 2, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe Pflicht geworden ist, da sie innerhalb oder in unmittelbarer Nähe eines Natura 2000-Gebiets gelegen sind;

In der Erwägung, dass der dem beiliegenden Erlass beigefügte Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung ein Dokument bildet, dessen Genauigkeitsgrad die Bestimmungen von Artikel 42, Absatz 2 des Gesetzbuches erfüllt;

In der Erwägung, dass was die Genauigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung betrifft, die Überprüfung der Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt im Maßstab des Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Einschränkungen zu schätzen ist;

In der Erwägung, dass nur die Faktoren der Abänderung des Umfelds und die Komponenten der Sach- und Rechtslage, die im Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung aufgeführt werden und die sich in der Analyse als relevant erweisen, von den Umweltverträglichkeitsprüfern behalten werden;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans möglichst viele Informationen enthalten muss, die für die Schätzung der Auswirkungen der ggf. einer solchen Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Anträge verlangt werden;

In der Erwägung, was den Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung betrifft, dass angesichts der bestehenden Sach- und Rechtslage und der bedeutenden technischen und wirtschaftlichen Belastungen, die mit dem Verlegen der Tätigkeiten der auf dem Gelände Ploegsteert niedergelassenen Betriebe verbunden sind, es keinen Anlass gibt, die alternativen Standorte für das industrielle Gewerbegebiet zu untersuchen; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch eine ausführliche Analyse enthalten wird, um die Abgrenzung der vorgeschlagenen Zoneneinteilung und die Ausführung des Vorentwurfs näher zu bestimmen;

In der Erwägung, dass gemäß den Bestimmungen des vorerwähnten Artikels 42 die Regierung den Inhalt der besagten Umweltverträglichkeitsprüfung auf Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung und des Wallonischen Rates für Umwelt und nachhaltige Entwicklung festlegt;

In der Erwägung, dass angesichts der Lage des Projekts innerhalb des Natura-2000-Gebiets BE 32001 genannt "Vallée de la Lys" es Anlass gibt, das Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zu beantragen, bevor der Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung festgelegt wird;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Es gibt Anlass, den Sektorenplan Mouscron-Comines (Karte 36/2) einer Revision zu unterziehen.

Art. 2 - Der Vorentwurf der Revision des Sektorenplans Mouscron-Comines (Karte 36/2) zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets, eines Naturgebiets und von Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Comines wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen.

Art. 3 - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird damit beauftragt, den beigefügten Entwurf zur Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zwecks Begutachtung zu unterbreiten und ihn danach im Hinblick auf dessen Verabschiedung erneut vorzulegen.

Namur, den 15. März 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage I zum Sonderlastenheft

Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Mouscron-Comines (Karte 36/2N) einer Revision zu unterziehen ist, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Planrevision zwecks der Eintragung auf dem Gebiet von Comines :

- von einem Naturgebiet und von Agrargebieten als planologischer Ausgleich für die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets als Erweiterung der industriellen Gewerbegebiete genannt "Bas-Warneton" und eines gemischten Gewerbegebiets am Ort genannt "Les Quatre Rois" in Comines (Warneton und Bas-Warneton), die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2004 vorläufig angenommen wurde;
- von einem industriellen Gewerbegebiet als Erweiterung des sogenannten industriellen Gewerbegebiets von "Ploegsteert"; der Ausgleich dieser Erweiterung ist in dem oben erwähnten Ausgleich eingeschlossen.

INHALT DER UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG DES SEKTORENPLANS

Vorbereitungsmaßnahmen:

Die vorliegende, durch Artikel 42 des CWaTUP vorgeschriebene Umweltverträglichkeitsprüfung erfolgt im Rahmen der Teilrevision des Sektorenplans Mouscron-Comines zur Eintragung in Comines (Warneton und Bas-Warneton) eines industriellen Gewerbegebiets von ± 24 ha als Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets "von Bas-Warneton" und eines gemischten Gewerbegebiets von ± 48 ha am Ort genannt "Les Quatre Rois" (Karten 28/6 N und 28/7 S), die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2004 vorläufig angenommen worden ist.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf bezüglich dieser beiden Gebiete wurde durch das Planungsbüro Poly'Art durchgeführt. Die vorliegende Bewertung der Ein- und Auswirkungen bezieht sich deshalb nicht auf diese Entwürfe.

Die Weiterführung dieses Verfahrens voraussetzt, dass der in Artikel 46 § 1 Abs. 2 3° des Gesetzbuches erwähnte Grundsatz des Ausgleichs angewandt wird.

Laut dieser Bestimmungen muss die Eintragung von ± 72 ha Gewerbegebieten dadurch ausgeglichen werden, dass für die städtebauliche Entwicklung bestimmte Gebiete gleichwertig in Gebiete umgewandelt werden, die nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmt sind, oder durch jegliche von der Regierung festgelegte alternative Ausgleichsmaßnahme; dies hat u.a. der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Mouscron-Comines zum Gegenstand.

Im Rahmen des vorgeschlagenen planologischen Ausgleichs wird die Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets des Geländes der Ziegeleien Ploegsteert in Betracht gezogen.

Der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom angenommene Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Mouscron-Comines umfasst also die Eintragung auf dem Gebiet der Gemeinde Comines:

- eines industriellen Gewerbegebiets;
- eines Agrargebiets;
- zweier Agrargebiete.

Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung und Genauigkeit der Informationen (Artikel 42 Absatz 2 des CWaTUP).

A. Umfang

Angesichts der bestehenden Sach- und Rechtslage und der bedeutenden technischen und wirtschaftlichen Belastungen, die mit dem Verlegen der Tätigkeiten der auf dem Gelände Ploegsteert niedergelassenen Betriebe verbunden sind, gibt es keinen Anlass, die alternativen Standorte für die Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets zu untersuchen. Jedoch wird eine ausführliche Analyse notwendig sein, um die Abgrenzung der vorgeschlagenen Zoneneinteilung und die Ausführung des Vorentwurfs näher zu bestimmen.

Die Einschätzung der Ein- und Auswirkungen der Eintragung der Natur- und Agrargebiete ist aufgrund von Artikel 46 § 2 Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe Pflicht geworden, da sie innerhalb oder in unmittelbarer Nähe eines Natura 2000-Gebiets gelegen sind.

B. Genauigkeit der Informationen

Das nachstehend gewählte Sonderlastenheft bildet ein Musterdokument, dessen Genauigkeit als ausreichend hinsichtlich von Artikel 42 des Gesetzbuches betrachtet wird.

Die Prüfung der Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt erfolgt im Maßstab des Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Einschränkungen.

Schließlich werden die Faktoren der Abänderung des Umfelds und die Komponenten der Sach- und Rechtslage in der Anlage aufgestellt, und die Autoren der Umweltverträglichkeitsprüfung haben die Verpflichtung, in der Analyse nur diejenigen zu behalten, die sich als relevant erweisen.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans wird möglichst viele Informationen enthalten müssen, die für die Schätzung der Auswirkungen der ggf. einer solchen Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Anträge verlangt werden.

PHASE I

Einleitung

Die Einleitung hat zum Zweck, die Umweltverträglichkeitsprüfung wieder in ihren Kontext einzusetzen und zielt insbesondere darauf ab, das Verfahren für die Öffentlichkeit zu klären.

1. Erinnerung des Verfahrens zur Revision eines Sektorenplans - Artikel 42 bis 46 des CWaTUP.

Tabelle zur Zusammenfassung der verschiedenen Stufen des Verfahrens zur Revision eines Sektorenplans. Einordnung der Umweltverträglichkeitsprüfung in dem besagten Verfahren und Bestimmung der Fristen für die Durchführung der Studie: Erstellung eines Zeitplans für die Arbeiten (Phase I, Phase II und nichttechnische Zusammenfassung).

2. Vorentwurf zur Abänderung der von der Wallonischen Regierung angenommener Sektorenpläne

3. Beteiligte an der Revision der Sektorenpläne

3.1. Entscheidungsträger und Initiator des Antrags.

Die Wallonische Regierung, vertreten durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

3.2. Begünstigter des Antrags.

Juristische oder natürliche Person, die das Gelände bewirtschaften könnte.

Die Kontaktperson und ihre Personalien bitte angeben.

3.3. Umweltverträglichkeitsprüfer.

Zugelassenes Planungsbüro: die Kategorien und Dauer der Zulassungen, die verschiedenen Personen, die an der Umweltverträglichkeitsprüfung mitgearbeitet haben, und deren Kompetenzen bitte angeben. Die Kontaktperson und ihre Personalien bitte angeben.

KAPITEL I — *Beschreibung und Kommentare über die Ziele des Vorentwurfs zum Plan*

1. Zusammenfassung des Inhalts und Beschreibung der Ziele des Vorentwurfs zum Plan

1.1. Gegenstand der Revision Hier geht es ausschließlich darum, ohne kritische Analyse den Gegenstand, die Ziele und die Begründungen der Wallonischen Regierung zu erklären, wie sie in dem Erlass, durch den der Vorentwurf des abgeänderten Plans angenommen wird, erscheinen.

Die Vorgeschichte und der technische und juristische Zusammenhang des gesamten Projekts, die die Revision des Sektorenplans bezüglich des vorgeschlagenen Ausgleichs und der Erweiterung der Ziegelei Ploegsteert begründen, werden wiederholt.

1.2. Identifizierung und Erläuterung der Ziele des Vorentwurfs Unter Zielen des Vorentwurfs versteht man die Ziele, die die Wallonische Regierung bei der Erstellung des Vorentwurfs des abgeänderten Sektorenplans verfolgt.

1.3. Identifizierung und Erläuterung der Begründungen des Vorentwurfs.

Es geht darum, die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf der Pläne erwähnt sind, hervorzuheben und für die Öffentlichkeit verständlich zu machen.

Es soll weder eine einfache Abschrift noch eine Auslegung sein, sondern eine Erklärung der Gründe, aus welchen die Erstellung des Vorentwurfs für die Erreichung der Ziele unerlässlich ist.

1.4. Analyse.

Hier geht es um die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs zur Abänderung des Sektorenplans mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten, d.h. im Entwicklungsplan des regionalen Raums, im Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, im erneuerten Vertrag für die Zukunft der Wallonie, in der regionalpolitischen Erklärung vom 20. Juli 2004, in den vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft, im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe usw. vorgestellt werden.

Es soll überprüft werden, ob die im Vorentwurf eingetragene Gebietsart für die von der Wallonischen Regierung verfolgten Ziele geeignet ist.

Es soll schließlich überprüft werden, ob der Vorentwurf mit den geltenden Regelungen, insbesondere mit Artikel 46 des CWaTUP übereinstimmt.

2. Billigung der sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse zur Begründung des Vorentwurfs.

Beurteilung der Notwendigkeit der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets und der Stilllegung des Abbaugebiets.

2.1. Beschreibung der angewandten Methode.

2.2. Entwicklungsaussichten der auf dem Gelände der Ziegelei Ploegsteert niedergelassenen Betriebe.

2.3. Entwicklungsaussichten der Abbautätigkeit und Billigung der Stilllegung des Abbaugebiets.

2.4. Auswirkungen der bestimmten Entwicklungsperspektiven auf die Natur und die Dimensionierung der für die Aktivität notwendigen Flächen.

2.5. Schlussfolgerung über die Unmöglichkeit (oder die Möglichkeit), den gebilligten Vorentwurf beim heutigen Stand des Sektorenplans zu verwirklichen.

3. Schlussfolgerungen.

Hervorhebung der Ziele des Vorentwurfs angesichts deren Vereinbarkeit mit den regionalen Herausforderungen und der geltenden Gesetzgebung und sozialwirtschaftliche Begründung des Vorentwurfs.

KAPITEL II — *Ermittlung und Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände der Vorentwürfe*

Hier geht es darum, die Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt sowohl in der Sach- als auch in der Rechtslage für die Gelände der Vorentwürfe zu identifizieren und die Einschränkungen und das Potenzial, die sich daraus ergeben, zu analysieren (Artikel 42 3° partim).

Das Untersuchungsgebiet ist das Gebiet, das durch den Vorentwurf betroffen oder Belastungen hinsichtlich der geplanten Ansiedlung aufweisen könnte. Es kann also je nach dem in Erwägung gezogenen Element der bestehenden Lage unterschiedlich sein, da es von der Natur des berücksichtigten Elements des Umfelds (mehr oder weniger empfindlich gegen die mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds) oder der berücksichtigten Belastung abhängt.

- 1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens.

- 1.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise.

- 1.1.1. Auf regionaler Ebene (Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden usw.).

- 1.1.2. Auf Gemeindeebene (*Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindekanalisationsplan, usw.*).

- 1.2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter.

- 1. Fauna und Flora (Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiet usw.).

- 2. Umwelteinschränkungen (unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, usw.).

- 3. Menschliche Tätigkeiten.

- 1.3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (bestehende Parzellierungen, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.).

- 1.4. Mit den Politiken der operativen Planung verbundene Umkreise (Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.).

- 1.5. Erbe- und archäologische Stätten (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken, usw.).

- 6. Ggf. rechtliche Lage des Betriebs (Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend das heutige Gelände, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan oder die Genehmigungen, usw.).

- 7. Andere.

- 2. Beschreibung der Merkmale der betroffenen Gelände hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt (Artikel 42 3°).

- 2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung.

- 2.1.1. Bebaute Bereich - Materielle Güter und Erbgut: Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.), Dichtekarten und Entwicklungspole.

- 2.1.2. Öffentliche Infrastrukturen und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund (Straßen, Schienenwege, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, unterirdische Kanalisationen usw.), + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten.

- 2.1.3. Menschliche Aktivitäten (Natur und Merkmale der heutigen und potentiellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, touristische Aktivitäten, solche empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (Seveso), usw.).

- 2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt.

- 2.2.1. Geologie (*wenn nötig bitte entwickeln, sonst auf Kapitel II.1 hinweisen*).

- 2.2.2. Bodenkunde (Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen).

- 2.2.3. Hydrologie und Hydrogeologie (Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.).

- 2.2.4. Topographie und Landschaften (Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Punkt oder Linie mit bemerkenswertem Ausblick ADESA, Landschaftsbild aus dem Gelände und des Geländes aus der Umgebung + Photos usw...).

- 2.2.5. Luft und Klima (verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen usw.).

- 6. Lärm und Schwingungen (Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben).

- 7. Fauna und Flora (Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotope, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten und Lebensräumen).

- 3. Schlussfolgerungen über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände (Artikel 42 3°).

KAPITEL III — *Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Vorentwurfs auf den Menschen und die Umwelt*

Billigung des Vorentwurfs bezüglich des Geländes hinsichtlich der voraussichtlichen Auswirkungen auf den Menschen und auf die Umwelt. Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Fotos.

Hier gilt es, die Beschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen) auf den Menschen und auf die Umwelt hervorzuheben (Artikel 42 8°), einschließlich der Agrar- und Forsttätigkeit (Artikel 42 9°).

Hier werden insbesondere die Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten, innerhalb dieses Umkreises gekennzeichnet.

Was das industrielle Gewerbegebiet betrifft, wird die Bewertung insbesondere die Nähe des Feuchtgebiets von biologischem Interesse, die im Natura-2000-Gebiet eingegliedert ist, berücksichtigen.

1. Auswirkungen auf die Lebensqualität.

1.1. Bebauter Bereich (Beziehung des Projekts mit den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsplänen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen).

1.2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbgut (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindewegen und -straßen, unterirdischen Kanalisationen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, usw.) elektrischen Leitungen, usw.).

1.3. Verkehr (direkt und indirekt, usw.).

1.4. Lärm (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe).

1.5. Luft und Klima.

1.6. Topographie und Landschaften.

2. Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten, einschließlich der Agrar- und Forsttätigkeit (Artikel 42 9°).

3. Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden.

4. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie.

5. Ein- und Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt.

6. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren.

7. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (Artikel 42 4°).

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete zu identifizieren, die erheblich betroffen werden könnten, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, wie diese Merkmale durch das Projekt geändert werden könnten.

PHASE 2

KAPITEL IV — *Überprüfung der Massnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen der Vorentwürfe zu verstärken oder zu steigern*

1. Einzuleitende Maßnahmen (Artikel 42 10° und 42 11° partim).

Hier gilt es Alternativen für die Vorentwürfe und/oder sonstige einzuleitende Maßnahmen zu bestimmen, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Maßnahmen vorgeschlagen werden. Die Alternativen können die Zweckbestimmung, die Abgrenzung oder die Verwertung der Gebiete betreffen.

1. Alternativen hinsichtlich der Zweckbestimmung.

Hier geht es darum, insofern der Umweltverträglichkeitsprüfer schlussgefolgert hat, dass die heutigen Abbaugelände abzuschaffen sind, die Zweckmäßigkeit und die Optimierung der neuen, von der Regierung gewählten Zweckbestimmung zu überprüfen, und ggf. eine Alternative dazu vorzuschlagen.

Alternativen hinsichtlich der Abgrenzung.

Hier geht es um Variationen der Umkreise der Gebiete.

Alternativen hinsichtlich der Verwertung.

Es geht hier um:

- mit einem Überdruck gekennzeichnete Umkreise (Artikel 40 des CWaTUP);
- zusätzliche Vorschriften (von Artikel 41 des CWaTUP);
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen.

2. Schätzung der Auswirkungen von Ausgleichsvorschlägen.

Hier muss für jeden Ausgleichsvorschlag, der in Anwendung von Artikel 46 des CWaTUP gegeben wird, die Art der sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen, ggf. die spontane (natürliche) Entwicklung des Geländes im Verhältnis zu seinem heutigen Zustand zu schätzen usw.

2. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und des nicht reduzierbaren Restimpacts.

4. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Artikel 42 7°).

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz betreffen mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es geht um die "relevanten" Ziele in Sachen Umweltschutz für den besagten Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Planes auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur vom sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch von den verschiedenen Europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" abgeleitet werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung letzterer.

5. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Artikel 42 3°).

Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel IV, Punkt 7), mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

KAPITEL V — *Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planes*

1. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen, in Kapitel V.1. bestimmten Alternativen (Artikel 42, 11°).

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage von Artikel 1 § 1 des CWaTUP und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf den folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen zur Milderung der Auswirkungen, Restimpacts.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Projekts zur Revision des Sektorenplans erinnern.

Schlussfolgerungen über die Antragstellung abgeben und ggf. Empfehlungen äußern.

2. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (Artikel 42 13°).

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Autor kann über Punkte, die in der Akte des Genehmigungsantrags und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Planes zu bekräftigen sind, Ratschläge erteilen.

KAPITEL VI — *Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten*

1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Artikel 42 12°).

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

2. Grenzen der Studie (Artikel 42 12°).

Der Autor der Studie erläutert die angetroffenen Schwierigkeiten sowie die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die ggf. in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

Bibliographie

Nichttechnische Zusammenfassung.

Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit der Seitennummer).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist mit Karten, Abbildungen und Farbbildern illustriert.

Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Plan zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer synthetischen Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2007, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Mouscron-Comines (Karte 36/2N) einer Revision zu unterziehen ist, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Planrevision zwecks der Eintragung:

— von einem Naturgebiet und von Agrargebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Comines als planologischer Ausgleich für den Entwurf zur Revision des Sektorenplanes Mouscron-Comines zwecks Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets als Erweiterung des industriellen Gewerbegebiets genannt "Bas-Warneton" und eines gemischten Gewerbegebiets am Ort genannt "Les Quatre Rois" in Comines (Warneton und Bas-Warneton);

— von einem industriellen Gewerbegebiet als Erweiterung des sogenannten industriellen Gewerbegebiets von "Ploegsteert" beigefügt zu werden.

Namur, den 15. März 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1739

[2007/201340]

- 15 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen (blad 36/2N) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings- :
— van een natuurgebied en van landbouwgebieden op het grondgebied van Komen als planologische compensatie voor het ontwerp van herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte van Neerwaasten en een gemengde bedrijfsruimte met als plaatsnaam "Les Quatre Rois" te Komen (Waasten en Neerwaasten);
— van een industriële bedrijfsruimte als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte "Ploegsteert" genaamd

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, inzonderheid op de artikelen 22, 23, 25, 30, 32, 35, 38, 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 januari 1979 tot oprichting van het gewestplan Moeskroen-Komen, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 juli 1993 betreffende opnemings van ambachtsgebieden en van het tracé van de RN511;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen met het oog op de opnemings van de industriële bedrijfsruimten als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte genaamd "Neerwaasten" en van een gemengde bedrijfsruimte op de plaats genaamd "Les Quatre Rois", te Komen (Waasten en Neerwaasten);

Overwegende dat het voorlopig goedgekeurde project de uitbreiding beoogt van de bedrijfsruimte te Neerwaasten met ± 24 hectare, en de oprichting van een bedrijfsruimte op de plaats genaamd "Les Quatre Rois", ± 48 hectare groot;

Gelet op de overgangs- en slotbepalingen van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, zoals bepaald in artikel 101 van het zogenaamde economische heroplevings- en administratieve vereenvoudigingsdecreet van 3 februari 2005 tot wijziging van voormeld Wetboek, waarin het volgende te lezen staat :

« De herziening van een gewestplan dat voorlopig door de regering na advies van de gewestelijke commissie is vastgelegd voor de inwerkingtreding van dit decreet, wordt voortgezet volgens de vóór die datum vigerende procedure.

De bepalingen van artikel 46, § 1, zoals gewijzigd bij dit decreet, gelden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet. »;

Overwegende dat het herzieningsontwerp van het gewestplan voorlopig is aangenomen op 22 april 2004, namelijk vóór de datum van inwerkingtreding van het economisch herstel- en administratieve vereenvoudigingsdecreet van 3 februari 2005, namelijk op 11 maart 2005; dat de vóór 11 maart 2005 vigerende procedure bijgevolg voortgezet kan worden voor zover de opnemings van beide bedrijfsruimten gecompenseerd wordt overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005;

Overwegende dat de bepalingen van artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van voornoemd Wetboek inhouden dat de opnemings van 72 hectare industriële en gemengde bedrijfsruimte, voorlopig bepaald op 22 april 2004 gecompenseerd wordt door de gelijkwaardige wijziging van bebouwingsgebieden in niet-bebouwingsgebieden of door elke alternatieve compensatie bepaald door de Regering;

Overwegende dat op voorstel van de gemeente Komen en in overeenstemming met "Les Briqueteries de Ploegsteert" voorgesteld wordt om als planologische compensatie de overgang in overweging te nemen van ongeveer 84 hectare van het ontginningsgebied, gelegen benoorden de steenbakkerij, waarvan een deel opgenomen is in het natuur- en vogelreservaat van Ploegsteert, naar hoofdzakelijk natuurgebied en naar landbouwgebied voor het overige op het grondgebied van de gemeente Komen;

Overwegende dat de gronden die men overweegt te herbestemmen als natuurgebied biologisch zeer waardevol zijn; dat een deel ervan bij ministerieel besluit van 2 maart 1994 om ornithologische redenen, wegens hun botanische en hydrobiologische waarde en om algemene redenen van ecologische aard beschermd zijn als biologisch waardevol vochtig gebied; dat het merendeel van de gronden overigens opgenomen is als Natura 2000-site BE 32001, "Vallée de la Lys" genaamd;

Overwegende dat de restomtrek bestemd wordt als landbouwgebied, wat overeenstemt met de feitelijk bestaande toestand;

Overwegende dat "Les Briqueteries de Ploegsteert SA" en "Ceratec SA" in het kader van bedoelde planologische compensatie een aanvraag ingediend hebben tot herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen strekkende tot de opnemings als industriële bedrijfsruimte van 6,2 hectare gronden die heden opgenomen zijn als natuurgebied; dat de betrokken omtrek gelegen is benoorden de huidige productieplaats van de steenbakkerij van Ploegsteert en bezuiden het natuurreservaat van Ploegsteert; dat de projecten voor de uitbreiding van de gebouwen geraamd worden op één hectare, waarbij het saldo (5,2 ha) onder andere bestemd worden voor de opslag en de binnenwegen en mogelijke latere uitbreidingen;

Overwegende dat de aanvraag verantwoord is door de groei van de op de site gevestigde ondernemingen en door de vraag naar bijkomende ruimte voor de uitbreiding van hun activiteiten en de seizoensgebonden opslag van hun productie;

Overwegende dat die uitbreiding ten dienste moet staan van de constante stroom aan grondstoffen en aan halfafgewerkte producten om het onnodig verslepen van de producten te voorkomen;

Overwegende dat de omvang van de industriële bedrijfsruimte en de afbakening ten noorden verantwoord wordt door het bestaan van een transportband en door de wens om hem deel van het geheel te laten uitmaken zodat enerzijds eventuele inrichtingen mogelijk worden en anderzijds de planologische samenhang behouden blijft;

Overwegende dat de verplaatsing van de gehele productie-installatie wegens de grootte ervan niet te overwegen is om financiële en technische redenen;

Overwegende dat de betrokken gronden ondanks de opnemings ervan als natuurgebied op het gewestplan niet in het in het noorden gelegen natuur- en vogelreservaat van Ploegsteert opgenomen zijn; dat de vijver die gelegen is in de omtrek van de overwogen uitbreiding en deel uitmaakt van een biologisch zeer waardevolle site, naarmate de bedrijvigheid vordert, ten oosten van het overwogen gebied verplaatst is;

Overwegende dat de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu in haar advies van 24 juli 2006 bevestigt dat de betrokken gronden biologisch niet uiterst waardevol zijn;

Gelet op artikel 42 van het Wetboek, waarin bepaald wordt dat de Regering verplicht is een effectenonderzoek te laten uitvoeren waarvan zij de omvang en de nauwkeurigheidsgraad bepaalt;

Overwegende dat de beoordeling van de effecten met betrekking tot de voorgestelde planologische compensatie, namelijk de opnemings van het natuur- en het landbouwgebied, verplicht is krachtens artikel 46, § 2, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, wegens het feit dat ze gelegen zijn in of in de nabijheid van een Natura 2000-omtrek;

Overwegende dat de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek als bijlage bij dit besluit een document vormt waarvan de nauwkeurigheidsgraad de bepalingen van artikel 42, lid 2, van het Wetboek in acht neemt;

Overwegende dat het onderzoek naar de menselijke en de leefmilieukenmerken, wat betreft de nauwkeurigheidsgraad van het effectenonderzoek, beoordeeld moet worden op schaal van het grondgebied waarop de kwetsbare en milieudrukfactoren onderzocht worden;

Overwegende dat de auteurs van het ontwerp-effectenonderzoek enkel de wijzigingsfactoren van de omgeving en de in het ontwerp-effectenonderzoek opgenomen bestanddelen die de feitelijke en de rechtstoestand uitmaken, in overweging nemen die relevant blijken te zijn voor de analyse;

Overwegende dat het effectenonderzoek voor het plan een zo groot mogelijk aantal gegevens vermeldt die vereist worden voor de effectenbeoordeling betreffende de vergunningsaanvragen die er eventueel aan onderworpen zouden zijn;

Overwegende dat er, wat betreft het volume van het effectenonderzoek, gelet op de bestaande feitelijke en rechtstoestand en rekening houdend met de zware technische en economische last die een verplaatsing van de activiteiten op de site van Ploegsteert inhoudt, geen aanleiding is om de alternatieve lokaliseringen voor de industriële bedrijfsruimte te bestuderen; dat het effectenonderzoek desondanks een gedetailleerde analyse zal bevatten om de afbakening van de voorgestelde zonering en de uitvoering van het voorontwerp verder te verfijnen;

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig de bepalingen van bovenvermeld artikel 42, de inhoud van dat onderzoek heeft bepaald op advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) en de "Conseil wallon de l'environnement" (Waalse Raad voor het Leefmilieu);

Overwegende dat met betrekking tot de situering van het ontwerp in de Natura 2000-omtrek BE 32001, "Vallée de la Lys" genaamd, nodig is het advies in te winnen van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu vóór de inhoud van het effectenonderzoek bepaald wordt;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Het gewestplan Moeskroen-Komen (blad 36/2) wordt aan een herziening onderworpen.

Art. 2. Het voorontwerp van herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen (blad 36/2) met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte, een natuurgebied en landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Komen wordt aangenomen overeenkomstig plan in bijlage.

Art. 3. De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling is ermee belast bijgevoegde ontwerp-inhoud het milieueffectenonderzoek voor advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'aménagement du territoire", aan de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" en aan de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en haar daarna ter goedkeuring voor te leggen.

Namen, 15 maart 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage 1 bij het bestek

Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen (blad 36/2 N) en tot aanname van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opname van het grondgebied Komen :

- van een natuurgebied en van landbouwgebieden op het grondgebied van Komen als planologische compensatie voor het ontwerp van herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen met het oog op de opname van een industriële bedrijfsruimte als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte van Neerwaasten en een gemengde bedrijfsruimte met als plaatsnaam "Les Quatre Rois", te Komen (Waasten en Neerwaasten);
- van een industriële bedrijfsruimte als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte "Ploegsteert" genaamd, waarbij de compensatie voor die uitbreiding in de hierboven voorgestelde compensatie vervat zit.

INHOUD VAN HET ONDERZOEK BETREFFENDE HET GEWESTPLAN

Inleidende bepalingen.

Dit onderzoek, voorgeschreven in artikel 42 van het WWROSP, vindt plaats in het kader van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen met betrekking tot de opname, te Komen (Waasten en Neerwaasten), van een industriële bedrijfsruimte van ± 24 hectare als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte "Neerwaasten" genaamd en een gemengde bedrijfsruimte van ± 48 hectare op de plaats genaamd "Les Quatre Rois" (bladen 28/6 N en 28/7 S), voorlopig aangenomen door de Regering op 22 april 2004.

Het effectenonderzoek met betrekking tot het voorontwerp voor beide gebieden is uitgevoerd door het studiebureau Poly'Art. Deze milieueffectenbeoordeling heeft bijgevolg niet betrekking op die ontwerpen.

Het voortzetten van die procedure impliceert dat het compensatiebeginsel zoals bedoeld in artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van het Wetboek toegepast wordt.

Luidens die bepalingen dient de opname van ± 72 hectare bedrijfsruimte gecompenseerd te worden door de gelijkwaardige wijziging van bebouwingsgebieden in een niet-bebouwingsgebieden of door enige alternatieve compensatie bepaald door de Regering, dat is één van de doelen van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen.

In het kader van de voorgestelde planologische compensatie wordt de uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte van de site van de "Briqueteries de Ploegsteert" overwogen.

Het voorontwerp van herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen, aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van, houdt dus de opname in, op het grondgebied van de gemeente Komen :

- van een industriële bedrijfsruimte;
- van een natuurgebied;
- van twee landbouwgebieden.

Omvang van het effectenonderzoek en nauwkeurigheidsgraad van de gegevens (artikel 42, lid 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium) :

A. Omvang

Gelet op de bestaande feitelijke en rechtstoestand en rekening houdend met de zware technische en economische last die een verplaatsing van de activiteiten op de site van Ploegsteert inhoudt, geen aanleiding is om de alternatieve lokaliseringen voor de industriële bedrijfsruimte te bestuderen. Er is evenwel een gedetailleerde analyse nodig om de afbakening en de uitvoering van het voorontwerp verder te verfijnen.

De beoordeling van de effecten van de opname van het natuurgebied en de landbouwgebieden is verplicht krachtens artikel 46, § 2, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium daar ze gelegen zijn in of in de nabijheid van een Natura 2000-omtrek.

B. Nauwkeurigheidsgraad van de gegevens

Het hieronder overwogen bestek is een standaarddocument waarvan de nauwkeurigheidsgraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Het onderzoek van de menselijk en milieueigenschappen wordt verricht op schaal van een grondgebied dat onderzocht wordt in verband met de kwetsbare en de milieudrukfactoren.

Ten slotte worden de wijzigingsfactoren van de omgeving en de bestanddelen die de feitelijke en de rechtstoestand vormen, in de bijlage geïnventariseerd; in dat geval moeten de auteurs van het milieueffectenonderzoek slechts de relevante factoren bij de analyse betrekken.

Het effectenonderzoek voor het plan moet een zo groot mogelijk aantal gegevens vermelden die vereist worden voor de effectenbeoordeling betreffende de vergunningsaanvragen die er eventueel aan onderworpen zouden zijn.

FASE I

Inleiding

De inleiding heeft als doel het effectenonderzoek in zijn context te plaatsen en wil met name de procedure voor het publiek duidelijker maken.

1. Verwijzing naar de procedure voor de herziening van een gewestplan - Artikelen 42 tot 46 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Tabel die de verschillende stappen in de procedure voor de herziening van een gewestplan samenvat. Het effectenonderzoek opnieuw situeren in bedoelde procedure en de termijnen aangeven voor de uitvoering van het onderzoek : een tijdschema voor de werkzaamheden opstellen (fase 1, fase 2 en niet-technische samenvatting).

2. Voorontwerp van herziening van de door de Waalse Regering aangenomen gewestplannen

3. Personen die de herzieningen van gewestplannen uitvoeren

3.1. Instantie die over de aanvraag beslist en die het initiatief daartoe neemt.

Waalse Regering vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort.

3.2. Persoon die de aanvraag geniet.

Natuurlijke of rechtspersoon die de site zou kunnen exploiteren.

De contactpersoon en zijn personalia vermelden.

3.3. Auteur van het effectenonderzoek.

Erkend studie bureau : de categorieën erkenningen en de duur ervan nader omschrijven en de verschillende personen die aan het onderzoek hebben meegewerkt, vermelden en hun bevoegdheden specificeren. De contactpersoon en zijn personalia vermelden.

HOOFDSTUK I. — *Omschrijving en bespreking van de doelstellingen van het voorontwerp van het plan*

1. Samenvatting van de inhoud en omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van het plan.

1.1. Doel van de herziening Hier moeten alleen het doel, de doelstellingen en de motiveringen van de Waalse Regering zoals ze worden vermeld in het besluit tot aanneming van het wijzigingsvoorontwerp van plan en zonder kritische analyse omschreven en bepaald worden.

De historiek en de technische en juridische context van het project in zijn geheel, met verantwoording van de herziening van het gewestplan m.b.t. de voorgestelde planologische compensatie en de uitbreiding van de installaties van de steenbakkerij van Ploegsteert worden bondig omschreven.

1.2. Identificatie en explicatie van de doelstellingen van het voorontwerp Onder doelstellingen van het voorontwerp worden verstaan de doelstellingen die de Waalse Regering nastreeft door het wijzigingsvoorontwerp van het gewestplan.

1.3. Identificatie en explicatie van de motiveringen van het voorontwerp.

Doel is de doelstellingen van de Regering bedoeld in het besluit van voorontwerp van plannen voor het publiek duidelijk en begrijpelijk maken.

Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie. Enkel de redenen worden verantwoord waarom de opmaking van het voorontwerp noodzakelijk is voor de realisatie van de doelstellingen.

1.4. Analyse.

Er wordt hier nagegaan of de doelstellingen van het wijzigingsvoorontwerp van het gewestplan verenigbaar zijn met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving en beleidsteksten, namelijk het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, het hernieuwde Toekomstcontract voor Wallonië, de gewestelijke beleidsverklaring van 20 juli 2004, de prioritaire acties voor de Toekomst van Wallonië, het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium...

Er moet worden nagegaan of het type gebied opgenomen in het voorontwerp aangepast is aan de door de Waalse Regering nagestreefde doelstellingen.

Er moet worden nagegaan of het voorontwerp met de vigerende reglementeringen en in het bijzonder artikel 46 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium overeenstemt.

2. Validering van de sociaal-economische behoeften die het voorontwerp verantwoorden.

Beoordeling van de noodzaak om een industriële bedrijfsruimte op te nemen en het ontginningsgebied aan zijn bestemming te onttrekken.

2.1. Omschrijving van de gebruikte methode.

2.2. Ontwikkelingsvooruitzichten voor de ondernemingen gevestigd op de site van de steenbakkerij van Ploegsteert.

2.3. Ontwikkelingsperspectieven van de ontginningsactiviteit en validering van het onttrekken van het ontginningsgebied aan zijn bestemming.

2.4. Gevolgen van de ontwikkelingsperspectieven over de natuur en de dimensionering van de voor de activiteit benodigde ruimten.

2.5. Conclusie wat betreft de onmogelijkheid (of de mogelijkheid) om het voorontwerp dat in de huidige stand van het gewestplan gevalideerd is, te verwezenlijken.

3. Conclusies.

Het benadrukken van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van hun verenigbaarheid met de gewestelijke belangen, vigerende regelgeving en sociaal-economische verantwoording van het voorontwerp.

HOOFDSTUK II. — *Aanwijzing en analyse van de drukfactoren en de potentialiteiten van de sites uit de voorontwerpen*

Hier worden de menselijke en milieukeukenmerken in rechte en in feite aangewezen van de sites uit de voorontwerpen en worden de drukfactoren en de potentialiteiten die eruit voortvloeien (artikel 42, 3° partim) geanalyseerd.

De studieomtrek is het gebied dat bij het voorontwerp betrokken zou kunnen zijn of dat drukfactoren zou kunnen vertonen voor de geplande ligging. Hij kan dus verschillend zijn naar gelang van het overwogen element van de bestaande toestand aangezien hij afhankelijk is van de aard van het overwogen omgevings-element (min of meer gevoelig voor de aan het project inherente wijzigingsfactoren van de omgeving) of van de overwogen drukfactor.

- 1. Omschrijving van het regelgevend verband.

- 1.1. Inrichtingsgebieden en -omtrekken conform de regelgeving.

- 1.1.1. Gewestelijk niveau (gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden, ...).

- 1.1.2. Gemeentelijk niveau (bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevoororderingsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan, ...).

- 1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt.

- 1. Fauna en flora (rechtsstatuut van bossen en wouden, natuurpark, natuurreservaten, Natura 2000-omtrekken,...).

- 2. Drukfactoren van leefmilieuaard (ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtig gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen...).

- 3. Menselijke activiteiten.

- 1.3. Omtrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten (bestaande verkavelingen, omtrekken waarin het Rampenfonds tussenbeide kwam, onroerende goeden met voorkooprecht, onroerende goeden met onteigening ten algemene nutte, ...).

- 1.4. Omtrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen (ruilverkavelingsomtrekken, stadheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsumtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden,...).

- 1.5. Erfgoed- en archeologische sites (beschermde monumenten en sites, met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst der waardevolle bomen en heggen,...).

- 6. Eventueel, de regelgevingstoestand van het bedrijf (vergunningen en toelatingen voor de huidige site, lopende aanvragen, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunningen,...).

- 7. Andere.

- 2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukeukenmerken van de betrokken sites (artikel 42, 3°).

- 2.1. Menselijke kenmerken.

- 2.1.1. Bebouwing - Materiële goederen en erfgoederen : stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen.

- 2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructuren en uitrustingen (wegen, spoorwegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, ondergrondse leidingen,...) + cartografie en evolutie van de capaciteiten).

- 2.1.3. Menselijke activiteiten (aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (Seveso) industriële activiteiten,...)

- 2.2. Leefmilieukeukenmerken.

- 2.2.1. Geologie (Wordt indien nodig besproken, zoniet verwijzing naar hoofdstuk II.1).

- 2.2.2. Pedologie (karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen).

- 2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie (stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piezometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu,...).

- 2.2.4. Topografie en landschappen (geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's,...).

- 2.2.5. Lucht en klimaat (beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en -analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties,...).

- 6. Geluidshinder en trillingen (huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren).

- 7. Fauna en flora (inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus).

- 3. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten (artikel 42, 3°).

HOOFDSTUK III. — *Aanduiding van de vermoedelijke gevolgen van de uitvoering van het voorontwerp op mens en leefmilieu*

Bevestiging van het voorontwerp van het grondgebied ten opzichte van de vermoedelijke effecten op mens en leefmilieu. Inhoudstafel, lijst van de kaarten, figuren en foto's.

Doel is de niet-verwaarloosbare vermoedelijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middellange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken. (artikel 42, 8°), met inbegrip van de land- en bosbouwactiviteit (artikel 42, 9°).

Zaak is, in het bijzonder in te gaan op de gebieden die in die omtrek op niet-verwaarloosbare wijze onderhevig zouden kunnen zijn aan die invloeden.

Wat betreft de industriële bedrijfsruimte wordt er in de beoordeling op bijzondere wijze rekening gehouden met de nabijheid van het biologisch waardevolle vochtig gebied dat deel uitmaakt van het Natura 2000-gebied.

1. Effecten op de leefkwaliteit.

1.1. Bebouwing (verband van het project met aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur).

1.2. Effecten op de materiële goederen en het culturele erfgoed (beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen, ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen,...).

1.3. Verkeer (rechtstreeks en onrechtstreeks,...).

1.4. Geluidshinder (recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra).

1.5. Lucht en klimaat.

1.6. Topografie en landschappen.

2. Effecten op de menselijke activiteiten met inbegrip van de land- en bosbouwactiviteit (artikel 42, 9°)

3. Effecten op bodem en ondergrond.

4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie.

5. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit.

6. Interactie tussen die verschillende factoren.

7. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (artikel 42, 4°).

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.

FASE 2

HOOFDSTUK IV. — *Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van de voorontwerpen*

1. Uit te voeren maatregelen (artikel 42, 10° en 42, 11° partim).

Er dienen hier alternatieven verwoord te worden met betrekking tot de voorontwerpen en/of andere maatregelen die uitgevoerd moeten worden ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp.

Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

De alternatieven kunnen betrekking hebben op de bestemming, de afbakening of de ontsluiting van die gebieden.

1. Alternatieven in de bestemming.

Hier wordt, voor zover de auteur van het onderzoek tot het besluit gekomen is dat een schrapping van de huidige ontginningsgebieden gepast is, nagegaan of de nieuwe, door de Regering vastgelegde bestemming adequaat en geoptimaliseerd is en wordt eventueel een alternatief voorgesteld.

2. Afbakeningsalternatieven.

Het betreft variaties in de buitenlijnen van de gebieden.

3. Ontsluitingsalternatieven.

Het betreft hier :

- een omtrek in overdruk (artikel 40 WWROSP);
- bijkomende voorschriften (artikel 41 WWROSP);
- technische uitrustingen of andere bijzondere inrichtingen.

2. Evaluatie van de gevolgen van de compensatievoorstellen.

Hier worden voor elk compensatievoorstel gedaan overeenkomstig artikel 46 WWROSP de aard van zowel de positieve als de negatieve gevolgen, de spontane (natuurlijke) evolutie van de site eventueel tegenover de huidige toestand geëvalueerd.

2. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten.

4. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (artikel 42, 7°).

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

5. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (artikel 42, 3°).

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukeurmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hoofdstuk IV, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

HOOFDSTUK V. — *Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan*

1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende varianten onderkend in hoofdstuk V.1 (artikel 42, 11°).

De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1, § 1 van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen : effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (artikel 42, 13°).

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

HOOFDSTUK IV. — *Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden*

1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (artikel 42, 12°).

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Grenzen van het onderzoek (artikel 42, 12°).

De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper in kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

Bibliografie

Niet-technische samenvatting

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen (blad 36/2 N) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opneming :

— van een natuurgebied en van landbouwgebieden op het grondgebied van Komen als planologische compensatie voor het ontwerp van herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen met het oog op de opneming van een industriële bedrijfsruimte als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte van Neerwaasten en een gemengde bedrijfsruimte met als plaatsnaam "Les Quatre Rois" te Komen (Waasten en Neerwaasten);

— van een industriële bedrijfsruimte als uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte "Ploegsteert" genaamd.

Namen, 15 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE